

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Quotidienne.

Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER... \$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25

Le Numéro



Cinq sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Hebdomadaire.

Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$3.00 \$2.00 1.50

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 23 MARS 1901.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS SEE PUBLISHING CO., LIMITED.
BUREAU: 333 rue de Chartres,
Entre Canal et Bienville.

Watered at the Post Office at New Orleans,
La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLICITENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTES LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHEES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU

MONDE.

Nouvelles

Etrangères.

Fiançailles princières.

Weimar, 22 mars.—On affirme, d'après une autorité digne de foi, que le grand-duc Wilhelm Ernest de Saxe-Weimar va, à l'expiration de la période du deuil suite de la mort de la reine Victoria, être fiancé à la plus jeune fille de feu le duc Alfred de Saxe-Cobourg-Gotha.

Il demandait des renseignements que, dit-il, il soumettait à son gouvernement, aux généraux et à la population. S'ils le désiraient, il visiterait la Colonie d'Orange et s'entendrait avec eux. S'ils déposaient les armes, la guerre serait alors terminée. Il ajoutait que les Boers pouvaient encore se maintenir quelque temps, et qu'il n'était pas sûr de pouvoir faire la paix sans l'indépendance.

Lord Kitchener dit en réponse: Je ne veux pas discuter le point, ajoutant qu'une nouvelle forme d'indépendance serait la plus dangereuse des choses et amènerait sûrement dans l'avenir une nouvelle guerre. Répondant aux demandes du général Botha il lui déclara que quand les hostilités cesseraient, l'administration militaire serait remplacée par une administration coloniale de la Couronne, laquelle consisterait en un conseil exécutif qui serait nommé par la Couronne et en une assemblée qui serait élue à titre consultatif, régime qui serait suivi d'un gouvernement représentatif.

Les Boers seraient licenciés; et garderaient leurs carabines pour se protéger contre les natifs; les natifs de langue hollandaise et anglaise auraient des droits égaux; les Cafres n'auraient des franchises que quand le gouvernement représentatif aurait été accordé.

Les lois de l'Etat libre d'Orange au sujet des Cafres seraient considérées comme bonnes. On ne toucherait ni aux propriétés de l'église, ni aux fonds des orphelins. Il n'y aurait pas de taxes de guerre imposées aux fermiers. On accorderait aide pour arriver à réparer les fermes incendiées et permettre aux colons de reprendre leurs travaux. Quant aux colons qui auraient fait cause commune avec les républicains ils perdraient leurs franchises.

Le général Botha semblait disposé à accepter les conditions. Parmi les questions auxquelles lord Kitchener n'avait pas répondu se trouvait celle-ci: les prisonniers de guerre seront rendus.

Lord Kitchener a pris des mesures pour communiquer à son gouvernement les vues de Botha. Tout ce qu'il a dit doit être confirmé par son gouvernement.

En mars, sir Alfred Milner a câblé à lord Kitchener pour lui suggérer les réponses aux demandes de Botha.

Voici ces réponses: Je vous apprendrais que à la cessation des hostilités et après que les armes seront rendues, ainsi que les munitions, les canons qui sont entre les mains des Burghers, Sa Majesté sera prête à accorder l'amnistie dans le Transvaal et la colonie de la Rivière Orange pour tous les actes commis de bonne foi durant les hostilités.

Il en sera de même pour la Colonie du Cap et Natal. Les militaires prisonniers à St. Hélène, à Ceylon et autre part après s'être complètement rendus seront ramenés au pays. La loi militaire sera remplacée immédiatement par une administration civile; mais le gouvernement de Sa Majesté désire, que, aussitôt que les circonstances le permettront, il soit établi un gouvernement représentatif. Aussitôt après la cessation des hostilités une haute cour sera établie pour maintenir les lois.

L'Anglais et le Hollandais seront enseignés dans les écoles publiques et seront parlés dans les cours.

Retour du général Miles.

La Havane, Cuba, 22 mars.—Le général Miles et ses compagnons de voyage se sont embarqués ce matin à onze heures sur le vapeur Prince Edward pour Miami, Floride.

EXCURSION A BATON ROUGE,

Dimanche, 24 mars 1901, par The Glee Club, Ltd.
Le train quittera le dépôt du I. C. à 8:15 a. m., faisant tous les arrêts régalières. Chars spéciaux pour les gens de couleur.

Prix, aller et retour... \$1.00.
17mars-21-17 23



REPASSOIR.
Nombreux sont les hommes qui voudraient se raser eux-mêmes, mais qui ne savent pas repasser un rasoir. Nous avons maintenant en magasin un rasoir de sécurité très fin avec Repassoir Automatique.

Cet instrument est si simple qu'un enfant peut s'en servir. Venez nous voir et soyez convaincu.

J. DUTREY & FILS,
1128 RUE STE-MARIE,
En face du Marché Magasin.

Les négociations entre Botha et Kitchener.

Londres, 22 mars.—Les journaux parlementaires donnent des détails des négociations entre le commandant en chef, général Botha, et Lord Kitchener, commandant les forces anglaises; ils commentent par un télégramme venant de Sir Alfred Milner, le secrétaire des colonies, Chamberlain.

La dépêche est datée de Prétoria, 22 février, et dit que Mme Botha était revenue d'une entrevue qu'elle avait eue avec son mari; elle portait une lettre en réponse au message verbal de Sir Alfred Milner, offrant au général Botha une entrevue, pour arriver au moyen d'un air avec la guerre, à condition que l'on ne discuterait pas la question de l'indépendance du Transvaal et de la Colonie de la Rivière d'Orange, et il espérait que ce désir était loyal.

"Il nous trouvera, dit le secrétaire des colonies, anxieux de tomber d'accord avec lui sur tous les points qui l'affectent personnellement.

Le 27 février, sir Alfred Milner câbla à lord Kitchener pour lui apprendre que le général Botha lui avait écrit qu'il se trouverait à Prétoria à 10 heures du matin le 28 février.

Mme Botha écrit à sir Alfred Milner que la lettre avait été écrite de telle façon que le point était nettement éclairci.

Le général Botha a communiqué le fait à ses généraux, et il fut convenu que le meeting aurait probablement lieu à Middleburg.

M. Chamberlain répondit qu'il était enchanté d'apprendre que le général Botha avait le désir de traiter. Une dépêche de lord Kitchener au Bureau de la guerre, en date du 28 février apporte une longue entrevue avec le général Botha qui avait manifesté d'excellentes intentions et s'était montré anxieux de faire la paix.

Il demandait des renseignements que, dit-il, il soumettait à son gouvernement, aux généraux et à la population. S'ils le désiraient, il visiterait la Colonie d'Orange et s'entendrait avec eux. S'ils déposaient les armes, la guerre serait alors terminée. Il ajoutait que les Boers pouvaient encore se maintenir quelque temps, et qu'il n'était pas sûr de pouvoir faire la paix sans l'indépendance.

Lord Kitchener dit en réponse: Je ne veux pas discuter le point, ajoutant qu'une nouvelle forme d'indépendance serait la plus dangereuse des choses et amènerait sûrement dans l'avenir une nouvelle guerre. Répondant aux demandes du général Botha il lui déclara que quand les hostilités cesseraient, l'administration militaire serait remplacée par une administration coloniale de la Couronne, laquelle consisterait en un conseil exécutif qui serait nommé par la Couronne et en une assemblée qui serait élue à titre consultatif, régime qui serait suivi d'un gouvernement représentatif.

Les Boers seraient licenciés; et garderaient leurs carabines pour se protéger contre les natifs; les natifs de langue hollandaise et anglaise auraient des droits égaux; les Cafres n'auraient des franchises que quand le gouvernement représentatif aurait été accordé.

Les lois de l'Etat libre d'Orange au sujet des Cafres seraient considérées comme bonnes. On ne toucherait ni aux propriétés de l'église, ni aux fonds des orphelins. Il n'y aurait pas de taxes de guerre imposées aux fermiers. On accorderait aide pour arriver à réparer les fermes incendiées et permettre aux colons de reprendre leurs travaux. Quant aux colons qui auraient fait cause commune avec les républicains ils perdraient leurs franchises.

Le général Botha semblait disposé à accepter les conditions. Parmi les questions auxquelles lord Kitchener n'avait pas répondu se trouvait celle-ci: les prisonniers de guerre seront rendus.

Lord Kitchener a pris des mesures pour communiquer à son gouvernement les vues de Botha. Tout ce qu'il a dit doit être confirmé par son gouvernement.

En mars, sir Alfred Milner a câblé à lord Kitchener pour lui suggérer les réponses aux demandes de Botha.

Voici ces réponses: Je vous apprendrais que à la cessation des hostilités et après que les armes seront rendues, ainsi que les munitions, les canons qui sont entre les mains des Burghers, Sa Majesté sera prête à accorder l'amnistie dans le Transvaal et la colonie de la Rivière Orange pour tous les actes commis de bonne foi durant les hostilités.

Il en sera de même pour la Colonie du Cap et Natal. Les militaires prisonniers à St. Hélène, à Ceylon et autre part après s'être complètement rendus seront ramenés au pays. La loi militaire sera remplacée immédiatement par une administration civile; mais le gouvernement de Sa Majesté désire, que, aussitôt que les circonstances le permettront, il soit établi un gouvernement représentatif. Aussitôt après la cessation des hostilités une haute cour sera établie pour maintenir les lois.

L'Anglais et le Hollandais seront enseignés dans les écoles publiques et seront parlés dans les cours.

Retour du général Miles.

La Havane, Cuba, 22 mars.—Le général Miles et ses compagnons de voyage se sont embarqués ce matin à onze heures sur le vapeur Prince Edward pour Miami, Floride.

LA SITUATION

TIENTSIN.

New York, 22 mars.—Une dépêche de Tientsin au "Herald" dit que les altercations continuent à Tientsin entre les Anglais et les Français.

Un officier indien de haut grade a craché un sergent français. La discipline dans le corps français laisse beaucoup à désirer.

Les officiers français font tout ce qu'ils peuvent pour la maintenir; mais il ne serait pas étonnant de voir les troupes françaises devenir ingouvernables.

On a déjà entendu les soldats français siffler leurs officiers et l'on rapporte que quelques-uns de ces derniers ont reçu des coups de pierre, sans que l'on puisse savoir d'où provenaient ces projectiles.

Des contingents de Cosaques arrivent continuellement et les Russes ont 500 hommes de plus que le jour précédent.

On n'a pas encore entendu parler de l'arrivée à l'embouchure de la rivière des renforts attendus de Port Arthur et New Chang.

D'un autre côté, on affirme que la flotte anglaise se massait à Wei Hai Wei en vue de faire une démonstration navale contre Port Arthur.

Contrairement à toute attente, les jours se sont passés sans sérieux conflit. Les Russes, avec l'aide de 300 à 400 coolies, construisaient un chemin de fer le long de la rivière devant leur concession. Ils sont arrivés déjà à moins de soixante yards de la sentinelle anglaise et le travail marche rapidement.

Les postes avancés sont à 30 ou 40 pieds de la rue, et il n'y aura pas de place pour le chemin que l'on va construire, sans empiéter sur le terrain où se trouvent les factionnaires anglais.

Le général Campbell n'a fait aucune réponse à la demande des Russes qui exigeaient le retrait des troupes ou une évacuation.

La brigade navale de New South Wales est ici, venant de Pékin, en vue de renforcer le contingent de Victoria qui garde l'établissement anglais.

La présence de ces troupes et l'arrivée des marins de Taku a eu un excellent effet sur la communauté. Il s'est agi de barricader l'établissement anglais, mais on n'a rien tenté jusqu'ici.

Joué mardi, les Russes qui étaient au travail se sont arrêtés; ils étaient à moins de 20 pieds de la position occupée par les Anglais. Jusqu'ici on a évité toute occasion de conflit.

Nouvelles Américaines

Expédition d'huile du Texas.

New York, 22 mars.—Un chargement de 3000 barils d'huile brute, provenant des nouveaux puits d'huile du Texas, est arrivé ici par le steamer réservoir Atlas. Il est consigné à la Standard Oil Co. Cette expédition n'a pour but que de faire des essais. La compagnie n'a pas l'intention d'établir un service régulier de réservoir, pour le moment.

L'huile a été expédiée de Beaumont, Texas, et chargée sur le steamer-réservoir à la Passe Sabine.

LE DUC D'YORK.

Contrairement à l'opinion générale le duc de Cornwall et York n'a pas été créé immédiatement prince de Galles à l'accession de son père au trône d'Angleterre.

Il y a eu six princes royaux qui n'ont pas porté le titre de prince de Galles.

Le duc d'York a servi dans la marine britannique. Il est certain qu'en temps voulu son père lui confèrera le titre de prince de Galles.

Le duc est né le 3 Juin 1865. Il a épousé le 6 juillet 1893 la princesse Marie de Teck qui lui a donné deux fils et une fille. La jeune duchesse est très aimée en Angleterre.



LE DUC D'YORK.

Contrairement à l'opinion générale le duc de Cornwall et York n'a pas été créé immédiatement prince de Galles à l'accession de son père au trône d'Angleterre.

Il y a eu six princes royaux qui n'ont pas porté le titre de prince de Galles.

Le duc d'York a servi dans la marine britannique. Il est certain qu'en temps voulu son père lui confèrera le titre de prince de Galles.

Le duc est né le 3 Juin 1865. Il a épousé le 6 juillet 1893 la princesse Marie de Teck qui lui a donné deux fils et une fille. La jeune duchesse est très aimée en Angleterre.

100,000 CANNETTES De Sauce de Tomates italiennes importées.

HUILE D'OLIVE en cannettes de fantaisie décorées, etc., Que nous offrons en lots appropriés à la demande au plus Bas Prix du Marché.

A. CUSIMANO & CO., IMPORTATEURS
Cumberland Phone 1813.
People's Phone 2282.

517 rue Deatur, entre les rues St-Louis et Toulouse, NOUVELLE-ORLEANS.

Succursales: E. Cusimano & Co., Palerme, Italie. F. Cusimano, 15 rue Whitehall, New York.

Affaires de Chine.

LA QUESTION DES INDEMNITES.

Washington, 22 mars.—Quoique la situation à Tientsin n'ait jamais été considérée réellement dangereuse, les fonctionnaires de Washington sentaient qu'une prolongation de l'attitude hostile des forces russes et anglaises pouvait conduire finalement à des troubles, de sorte que la nouvelle d'un arrangement par lequel les deux puissances ont pu abandonner leurs positions respectives sans atteinte à l'honneur a été bien accueillie ici.

Cette question excitante étant écartée les affaires de Chine prennent un aspect moins menaçant, et on rapporte que les ministres, laissant en suspens le sujet irritant des indemnités, ont fait quelques progrès dans la voie du règlement de certains points des articles acceptés par la Chine et les puissances comme base de la réunion conjointe à Pékin.

Une nouvelle étude de la question des indemnités paraît démontrer que la somme de \$200,000,000, somme que notre gouvernement considère comme le maximum de ce qu'on peut lever sous forme de taxes en ce pays, représente absolument la limite des ressources de la Chine, d'après les mieux informés.

Mais cette somme ne représente pas le total des indemnités réclamées. Au contraire, il est certain que ce total est beaucoup plus élevé.

Les Etats-Unis ont fixé la somme de \$25,000,000 comme l'indemnité convenable à réclamer, quoique les fonctionnaires des divers départements suspectent que cette somme ne suffirait au paiement de d'une partie des réclamations, et parce qu'ils ont jugé que c'était autant que nous pouvions réclamer proportionnellement dans un total de \$100,000,000.

L'intention n'est pas de diviser ce total en autant de parts qu'il y a de puissances, mais, tout en le divisant en huit ou dix parts, de le répartir de façon à compenser les puissances proportionnellement aux dépenses qu'elles ont faites pour la répression des boxers.

Le gouvernement de Washington serait disposé à réduire cette somme de \$25,000,000 si les autres puissances réduisaient leurs réclamations dans la même proportion, même au point de réduire le total à \$100,000,000, et si par ce moyen le gouvernement chinois pouvait s'acquitter en fixant les taxes suivant ses ressources.

Mais il est très douteux que la Chine puisse payer plus de \$100,000,000 netre gouvernement comprend qu'il est de son devoir d'obtenir pour ses nationaux et pour lui des compensations proportionnelles à celles des autres puissances, et il est résolu à agir ainsi parce qu'il est convaincu qu'un abandon complet de nos réclamations, ou même une forte réduction sans une décision correspondante des autres puissances, nuirait plutôt à la Chine en détruisant l'influence que le département d'état a pu exercer jusqu'ici sur des puissances moins bien disposées.

Mort du major Hilliard.

Louisville, Kentucky, 22 mars.—John J. B. Hilliard, capitaliste et agent de placement, est mort aujourd'hui à Louisville après une longue maladie.

M. Hilliard était né dans la Caroline du Nord. Durant la guerre civile il avait le grade de major dans le septième régiment de Mississipi.

Seance de Cabinet à Washington.

Washington, 22 mars.—La séance de cabinet tenue aujourd'hui n'a pas été longue. Les derniers avis de Chine, des rapports de presse en général, indiquent un terme à la situation inquiétante créée à Tientsin par l'incident russo-anglais.

Le secrétaire d'état Hay a soumis à ses collègues le dernier rapport du commissaire spécial Root.

Les rapports de la commission des Philippines présentés par le secrétaire de la guerre Root indiquent de rapides progrès dans l'établissement du gouvernement civil à divers points des îles et montre une augmentation constante de la disposition des chefs insurgés à faire leur soumission.

Cet état de choses est considéré très satisfaisant.

Le tarif postal entre les Etats-Unis et Cuba.

Washington, 22 mars.—A l'issue de la séance de cabinet le directeur général des postes a lancé aujourd'hui un décret établissant le tarif postal domestique entre les Etats-Unis et l'île de Cuba à partir du 1er avril prochain.

Mathusheks Have Stood the Test for Years

Can you say that of any other piano in this damp climate? Do you know of another piano that is positively damp-proof? Do you know that the Mathushek Pianos are manufactured with the knowledge that this climate is hurtful to any instrument?

Do you know that Mathushek Pianos are the only pianos made especially to sell in this climate? Other dealers may tell you of damp-proof pianos, but this is the only place that you can get a piano that is damp-proof.

We sell them on easy payments.

The Pianos and Accordion.

Philip Werlein Ltd., 614-616 CANAL STREET, NEW ORLEANS.

Courses! Courses!

NEW LOUISIANA Jockey Club.

COURSES DE PRINTEMPS 1901

Lundi, 18 Mars, Mardi, 19 Mars, Mercredi, 20 Mars, Jeudi, 21 Mars, Vendredi, 22 Mars, Samedi, 23 Mars.

Comité de Réception: A. B. WHEELER, Président.

George F. A. par, A. D. Tenney, W. B. Schmidt, Geo. Ledbetter, Isaac Delgado, T. H. Lyons, E. R. Bright, J. J. Manson, Paul Gelpi, H. A. Ozard, James DeBary, W. F. Plockard, George Gardes, Carl Quantrell, Jas. E. Harden, Robert Moore, Alfred Hildell, Allen Mabie, D. A. Chastain, C. H. Hyman, Jr.

Prix d'Entrée à la Grande Tribune... 50c

Prix d'Entrée à la Grande Tribune et à l'Recteur (Paddock) 75c

Entrée Gratuite pour les Dames accompagnées par un Membre.

Les Courses commenceront à 9 heures 30.

Les seules insignes (badges) reconnues sont celles du Crescent City Jockey Club pour les propriétaires, entraîneurs, jockeys et membres de la presse.

H. W. CONNER, Président.

J. M. HUIKER, Secrétaire.